



CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE GENÈVE RELATIVES À L'ACHAT DE BIENS OU DE SERVICES AINSI QU'À L'EXÉCUTION D'UN OUVRAGE du 01.07.2010

L'Aéroport International de Genève (AIG) est un établissement autonome de droit public genevois au sens de la loi sur l'aéroport international de Genève (RS GE H 3 025).

L'expression « Contrat » vise tout contrat signé par le fournisseur ou toute commande faite par l'AIG relative à l'achat de biens ou de services ou à l'exécution d'un ouvrage, à laquelle le fournisseur n'a pas renoncé, par lettre recommandée, dans les 5 jours ouvrables suivant sa réception.

L'expression « Prestation » vise tout bien, service ou ouvrage commandé.

L'expression « Contractant » vise le fournisseur qui a passé un Contrat avec l'AIG.

Article I. Champ d'application

1. Les présentes conditions générales d'achat s'appliquent à tous les Contrats passés par l'AIG avec ses fournisseurs, qu'elles complètent. Elles prennent sur celles des fournisseurs.
2. Toute confirmation ou exécution de Contrat implique l'acceptation des présentes conditions générales.
3. Toute dérogation aux présentes conditions générales d'achat doit faire l'objet d'un document écrit signé par l'AIG.
4. Seule la version électronique sur le site internet www.gva.ch/CG-achats fait foi.

dans leur version en cours lors de la conclusion du Contrat.

4. Le Contractant s'engage à respecter toutes les dispositions légales et réglementaires applicables à l'objet du Contrat.
5. Pour les Prestations fournies en Suisse, le Contractant s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie. Il garantit, en particulier, l'égalité de traitement entre hommes et femmes sur le plan salarial et le respect des conditions de travail reprises dans les conventions collectives et les contrats types de travail ou, lorsque ceux-ci font défaut, celles usuelles dans le Canton de Genève et dans la profession concernée.
6. Le Contractant s'engage à exécuter ses Prestations dans les règles de l'art et avec toute la diligence nécessaire.
7. Le Contractant informe régulièrement l'AIG de l'exécution de ses obligations et l'informe immédiatement et par écrit de toutes circonstances qui entravent l'exécution du Contrat. L'AIG peut en tout temps exiger un contrôle ou des renseignements concernant tout élément relatif au Contrat et à son exécution.
8. Le Contractant ne met à disposition, pour l'exécution du Contrat, que des collaborateurs soigneusement choisis et au bénéfice d'un niveau de formation en adéquation avec la nature du Contrat. Sur demande de l'AIG, il remplace, dans des délais raisonnables, les collaborateurs qui ne disposent pas des connaissances nécessaires ou qui entravent l'exécution du Contrat.
9. Le Contractant s'engage à suivre les exigences environnementales que l'AIG lui communique. Il s'engage, en outre, à informer l'AIG de sa stratégie environnementale, notamment en matière de recyclage et de gestion des déchets.

Article II. Obligations contractuelles du Contractant

1. Le Contractant déclare être informé de toutes les conditions liées à l'exécution du Contrat et garantit que le prix convenu permet de remplir ses obligations avec une qualité professionnelle. Il s'engage à fournir une Prestation conforme aux dispositions du Contrat. La qualité de la Prestation du Contractant fera l'objet d'une évaluation continue.
2. Le Contractant s'engage à communiquer à l'AIG toute la documentation prévue contractuellement et plus généralement la documentation utile à l'utilisation du matériel. A défaut, l'AIG se réserve le droit de suspendre ses obligations contractuelles. La réception des documents par l'AIG ne libère pas le Contractant de sa responsabilité contractuelle.
3. Concernant l'échange des fichiers de Dessins Assistés par Ordinateur (DAO), le Contractant est tenu de mettre à disposition dès le début du Contrat tous les documents mis à jour, conformément aux étapes d'exécution et dans la forme spécifiée par la « Norme DAO de l'AIG »

10. Le Contractant respecte la lettre et l'esprit des ordres de services et autres normes et directives édictées par l'AIG et doit se soumettre immédiatement aux instructions que l'AIG lui donne pour des raisons d'exploitation générale et/ou en vue du maintien de l'ordre à l'aéroport et/ou de sûreté et/ou de sécurité. Dans tous les cas, le Contractant ne peut prétendre à un quelconque dédommagement.
11. Le Contractant dispose d'une organisation de la qualité en adéquation avec la nature de la Prestation commandée.
12. Le Contractant fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à l'AIG, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre prestataire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence.

Article III. Sous-traitance

1. Le Contractant n'est pas autorisé à sous-traiter tout ou partie de ses obligations contractuelles sans l'accord écrit préalable de l'AIG.
2. Dans tous les cas, le Contractant répond des prestations sous-traitées comme des siennes propres.
3. Le Contractant a en outre la responsabilité de s'assurer que le sous-traitant respecte les présentes conditions générales.

Article IV. Confidentialité

1. Le Contractant veille à la confidentialité de toutes les informations qui ne sont pas publiques ou librement accessibles au public dont il a connaissance à l'occasion de l'exécution de ses obligations. L'obligation de confidentialité débute avant la conclusion du Contrat et se prolonge après sa fin. L'observation des devoirs légaux d'information demeure réservée.
2. Un accord écrit préalable de l'AIG est nécessaire lorsque le Contractant souhaite citer l'AIG à titre de référence commerciale. Le Contractant s'engage à ne pas communiquer sur l'objet du Contrat dans les médias, sans accord écrit et préalable de l'AIG.

Article V. Propriété Intellectuelle

1. L'ensemble des droits de propriété intellectuelle, tant patrimoniaux que moraux, résultant de l'exécution du Contrat sont cédés par le Contractant qui déclare en être titulaire, à l'AIG, après paiement du prix convenu et sans rémunération complémentaire.
2. Le Contractant s'engage à faire face à toutes les demandes de tiers concernant une violation de droits de propriété intellectuelle par les biens ou services fournis, et à prendre à sa charge tous les frais résultant d'une telle violation, et ce compris les dommages et intérêts éventuels. Il s'engage, si nécessaire, à remplacer, à ses frais, les Prestations fournies à l'AIG par d'autres Prestations ne comportant pas une telle violation.

3. L'AIG s'engage à informer immédiatement le Contractant de toute demande d'indemnisation d'un tiers en raison d'une violation des droits de propriété intellectuelle ainsi qu'à lui fournir tous les documents nécessaires à sa défense, sous réserve de l'obligation de respecter ses propres obligations de confidentialité.

Article VI. Équipements, appareils, outils mis à disposition par l'AIG

1. Le Contractant n'utilisera les équipements, appareils, outils mis à disposition par l'AIG que pour l'exécution de ses obligations contractuelles.
2. Les équipements, appareils et outils sont remis en l'état, sans garantie.
3. Le Contractant est responsable de toute perte ou dommages relatifs aux équipements, appareils et outils de l'AIG mis à sa disposition. Il remplacera ou réparera les équipements de l'AIG perdus ou endommagés à ses frais.
4. Les équipements, appareils et outils remis au Contractant par l'AIG resteront la propriété de l'AIG. Le Contractant prendra les précautions nécessaires pour protéger les équipements de l'AIG en sa possession. Tous les frais y étant liés sont à la charge du Contractant.

Article VII. Prix

1. Les prix convenus sont fixes et valables jusqu'à l'exécution de la totalité du Contrat.
2. Sauf convention contraire, les prix couvrent l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution du Contrat. Ils couvrent en particulier les frais de livraison, de stockage intermédiaire, d'emballage et de reprise des emballages, les redevances de licences ainsi que toutes les redevances publiques, y compris la T.V.A.
3. Sauf convention contraire, les prix s'entendent DDP Genève (Incoterms 2000).

Article VIII. Facturation et modalités de paiement

1. Les factures portant les références du Contrat doivent être adressées dans les dix jours à compter la réception de la Prestation à la division Finance et Administration de l'AIG. Le Contractant est seul responsable du non-respect de cette clause et de ses conséquences (retard de paiement notamment).
2. Seules les prestations mentionnées sur le Contrat seront payées par l'AIG.
3. Le délai de paiement est de 30 jours pour la fin d'un mois. En cas de retard dans le paiement, aucun intérêt moratoire ne sera dû au Contractant.
4. A titre exceptionnel et moyennant autorisation expresse de l'AIG, le paiement d'un acompte est possible sous condition de l'établissement d'une garantie bancaire de restitution d'acompte d'un même montant. Cette garantie bancaire sera émise par une banque suisse de premier ordre et restera au moins en vigueur jusqu'à la réception

de la Prestation et à l'établissement par le Contractant d'un décompte accepté par l'AIG.

5. Un montant correspondant à 10 % de la valeur du Contrat pourra être retenu jusqu'à l'échéance de la garantie de douze mois au moins, à moins d'avoir été couvert par une garantie bancaire de bonne exécution d'un même montant et couvrant la période de garantie.

Article IX. Livraison

1. Le Contractant doit respecter strictement le lieu de livraison indiqué dans le Contrat (DDP Genève, Incoterms 2000). La livraison comprend également le déchargement de la marchandise par le Contractant à l'endroit spécifié par l'AIG.
2. Toute livraison doit impérativement être accompagnée d'un bulletin de livraison portant les références du Contrat.
3. Les livraisons partielles ou anticipées ne sont acceptées qu'avec l'accord exprès de l'AIG. En cas d'inobservation du délai de livraison, le Contractant est automatiquement en demeure.
4. L'AIG peut accorder au Contractant un délai supplémentaire de livraison, en attirant son attention sur les conséquences légales d'une inexécution (art. 107 et suivants du code des obligations [ci-après CO, RS 220]).
5. En cas de retard du Contractant, hormis les cas de force majeure, celui-ci sera soumis à une peine conventionnelle correspondant à 0.2 % du prix de la Prestation par jour de retard et s'élevant au plus à 10 % du montant total du Contrat. Le paiement de la peine conventionnelle ne libère toutefois pas le Contractant de ses obligations contractuelles.
6. Des retards de livraison donnent le droit à l'AIG de résilier le Contrat et /ou de demander des dommages et intérêts.

Article X. Transfert de risques

Le transfert des risques passe à l'AIG à partir du moment où la Prestation a été livrée et réceptionnée par l'AIG (DDP Genève, Incoterms 2000).

Article XI. Procédure de réception

1. Le transfert de la propriété de la Prestation n'a lieu qu'après réception de cette dernière par l'AIG. La réception de la Prestation est attestée par un document écrit établi par l'AIG.
2. Sauf indication expresse, l'AIG procède sans délai au contrôle des Prestations livrées, mais au plus tard 30 jours ouvrables après la livraison. A l'expiration de ce délai, la Prestation livrée est réputée acceptée. Sont réservés les cas de défauts cachés.
3. Les biens refusés seront retournés aux frais du Contractant, accompagnés d'un bon d'expédition précisant la nature de la non-conformité.

Article XII. Fourniture de pièces de rechange

Le Contractant s'engage à fournir à l'AIG des pièces de rechange pour une période minimale de dix ans à compter de la date d'acceptation de la chose.

Article XIII. Garantie

1. Le Contractant garantit que les Prestations livrées possèdent les qualités exigées et ne présentent aucun défaut matériel ou juridique diminuant leur valeur ou leur aptitude à remplir leur fonction.
2. En cas de défaut de l'ouvrage exécuté, les articles 367 et suivants CO s'appliquent.
3. En cas de défaut des biens livrés, l'AIG a le choix soit de réduire le prix en fonction de la nature et de l'importance du défaut, soit d'exiger la livraison de biens exempts de défauts (livraison de remplacement), soit de résilier le Contrat en exigeant des dommages-intérêts. En cas de défaillance du Contractant, l'AIG peut, après mise en demeure, exécuter ou faire exécuter la Prestation par un tiers aux frais du Contractant.
4. La garantie est valable douze mois au minimum à compter de la livraison des biens ou du service. Si le Contractant bénéficie d'une garantie de fournisseur plus étendue, celle-ci est appliquée à l'AIG. Pour les ouvrages exécutés, les articles 367 et suivants CO s'appliquent.
5. Pour les Prestations remplacées, le délai de garantie court à nouveau en totalité à compter de la date de leur acceptation par l'AIG.

Article XIV. Responsabilité et assurances

1. Si la mauvaise exécution du Contrat a provoqué un dommage, le Contractant répond de la réparation de celui-ci, à moins qu'il ne prouve n'avoir commis aucune faute.
2. Le Contractant répond de tout dommage occasionné à un tiers au cours de l'exécution du Contrat. Le Contractant relève et garantit l'AIG pour toute action en justice qui pourrait être intentée à l'AIG par des tiers du fait de l'activité du Contractant et se charge à ses frais et risques de la conduite des procès y relatifs.
3. Le Contractant a l'obligation de contracter les assurances suffisantes pour couvrir ses prestations ainsi que toute perte ou dommages aux tiers ou relatifs aux équipements, appareils et outils de l'AIG mis à sa disposition. Il sera tenu de fournir, à la demande de l'AIG, les attestations d'assurances correspondantes.

Article XV. Cession et mise en gage

Les obligations incombant au Contractant du fait du Contrat ne peuvent être cédées ou mises en gage sans l'accord préalable écrit de l'AIG.

Article XVI. Résiliation anticipée du Contrat

L'AIG peut en tout temps résilier le Contrat, en tout ou en partie, avec effet immédiat sans préjudice du droit d'obtenir réparation pour le préjudice subi, notamment en cas de :

- négligence grave du Contractant, ou
- insolvabilité du Contractant constatée par une instance officielle (état de cessation de paiement ou ouverture d'une procédure concordataire ou de faillite), ou
- violation par le Contractant de ses obligations contractuelles, malgré une mise en demeure par courrier recommandé, ou
- force majeure qui dure plus de 60 jours calendaires.

Article XVII. Droit applicable et for

Les parties reconnaissent la compétence exclusive des tribunaux genevois, sous la réserve du recours au Tribunal Fédéral, statuant selon le droit suisse.

Article XVIII. Autres dispositions

1. Toute modification, complément ou résiliation du Contrat ne peuvent être apportés qu'en la forme écrite et après signature par les parties autorisées.
2. Au cas où certaines dispositions des présentes conditions générales ou du Contrat seraient invalides, la validité des autres dispositions n'en sera pas affectée.
3. Une disposition invalide sera remplacée par une disposition juridiquement valable dont le contenu – du point de vue économique – se rapprochera le plus possible de celui de la disposition invalide.
4. Sauf dérogation expresse, tous les documents relatifs au Contrat devront être établis en langue française.
5. L'AIG est libre de modifier en tout temps les présentes conditions générales.
6. Les présentes conditions générales entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2010.
